

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 12/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAVAFRANCE

Route Jean Charles Pellerin
88190 Golbey

Références : S-25-518RP
Code AIOT : 0006209121

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement PAVAFRANCE implanté ROUTE JEAN-CHARLES PELLERIN ZONE INDUSTRIELLE III 88190 GOLBEY. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre :

- du suivi l'arrêté préfectoral n°798/2023/DREAL/UD88 du 19 juillet 2023 mettant en demeure la société de mettre en place des mesures de protection contre la foudre au droit de l'entrepôt Eurorail,
- de l'action national : travaux par point chaud.

A noter que dans le cadre de travaux par point chaud, la société PAVAFRANCE réalise 99% de ces interventions lors de l'arrêt de ces installations. Ce qui permet de limiter et de réduire les risques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAVAFRANCE
- ROUTE JEAN-CHARLES PELLERIN ZONE INDUSTRIELLE III 88190 GOLBEY
- Code AIOT : 0006209121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAVAFRANCE est une usine de fabrication de panneaux d'isolant à partir de fibres de bois. Son activité est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°233/2012 du 29 février 2012 modifié.

La société PAVAFRANCE a repris en 2020 l'entrepôt EURORAIL exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral n°1588/2006 du 27 juin 2006.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est :

- l'arrêté préfectoral n°798/2023/DREAL/UD88 du 19 juillet 2023 mettant en demeure la société de mettre en place des mesures de protection contre la foudre au droit de l'entrepôt Eurorail,
- l'arrêté préfectoral n°1588/2006 du 27 juin 2006 modifié autorisant l'exploitation de l'entrepôt Eurorail
- l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thème de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entrepôt Eurorail : Moyen de lutte contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 27/06/2006, article 7.7.1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Entrêpot ex-Eurorail : protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
6	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle fait l'objet de demande d'action corrective et de justificatif au regard de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 sus mentionnée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entrepôt Eurorail : Moyen de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2006, article 7.71
Thème(s) : Risques accidentels, moyen de lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. Ces moyens doivent être notamment composés : <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'établissement et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; • des robinets d'incendie armés, répartis dans l'établissement et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte que tout foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ; • un réseau constitué au minimum de 3 poteaux ou bouches incendie normalisés d'un diamètre minimum de 150 mm dont l'une est distante de moins de 20 mètres des bâtiments ; • d'une installation d'extinction automatique d'incendie installée, dans la cellule n° 1, conformément aux éléments du dossier de demande d'autorisation. Les systèmes d'extinction automatique d'incendie doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur ;

<ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau d'incendie d'un volume minimum de 720 m3 destinée à l'alimentation des poteaux et bouches incendie ; • une réserve d'eau d'un volume minimum de 1.200 m3 destinée à l'alimentation du système d'extinction automatique et du réseau RIA.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 11 avril 2023 , il a été constaté que :</p> <p>tous les extincteurs ne sont pas facilement accessibles : les stocks de matières limitent l'accès. L'exploitant doit dégager les zones autour des extincteurs et des moyens de lutte contre l'incendie afin d'en faciliter l'accès.</p> <p>Les extincteurs présents dans la zone de stockage des huiles et carburant ne sont pas accessibles en cas d'incendie dans la zone. Il a été demandé de déplacer ces extincteurs et de les installer de manière à être accessibles en cas de départ de feu dans la zone de stockage des carburants.</p> <p>Lors de la visite du 22 avril 2025, il a pu être constaté que la zone de stockage des huiles et carburants a été déplacée de quelques mètres afin de laisser libre accès aux extincteurs de la zone.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Entrêpot ex-Eurorail : protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, protection contre la foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé, a savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • article 18 : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. <p>« L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>« La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. »</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Article 19 : « En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et

<p>de leur maintenance.</p> <p>« Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>« Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>« Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <ul style="list-style-type: none"> Article 21 :L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <ul style="list-style-type: none"> Article 22 : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 11 avril 2023, il a été constaté qu'aucune protection contre la foudre n'est installée sur le site. L'exploitant ne dispose pas non plus d'étude indiquant qu'il n'est pas nécessaire d'implanter de parafoudre sur le site.</p> <p>L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n°798/2023/DREAL/UD88 du 19 juillet 2023 d'équiper l'entrepôt "d'Eurorail"de protection contre la foudre.</p> <p>Par courrier transmis le 23 mai 2024, la société PAVAFRANCE a transmis à l'inspection l'étude relative à la mise en place de protection contre la foudre au droit de l'entrepôt "Eurorail". L'étude indique la nécessité de mettre en place 2 paratonnerres. Le rapport de vérification de l'installation des dispositifs de protection a également été communiqué à l'inspection courant 2024.</p> <p>Lors de la visite du 22 avril 2025, il a été constaté de la mise en place des paratonnerres. Le compteur indiquait "0" impact.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Identification des zones à risque

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à</p>

<p>observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>
<p>Constats :</p> <p>La société PAVAFRANCE a répertorié l'ensemble des zones à risques présentes au sein de son installation.</p> <p>Ces zones à risques sont matérialisées sur des plans et sur le site par un affichage définis selon le ou les risques présents.</p> <p>La société dispose également d'un plan de secours accompagnés des consignes de sécurité à mettre en place au sein de chaque zone de risque.</p> <p>L'ensemble des documents (plan des installations, plan de secours...) sont sauvegardés sur informatique, disponible à distance via internet et disponible par papier sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan de secours de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <p>[...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La société PAVAFRANCE a interdit sur l'ensemble de son site d'apporter du feu sauf au droit des zones fumeurs réparties sur l'ensemble du site.</p> <p>La société PAVAFRANCE a mis en place une procédure sollicitant la rédaction d'un permis feu pour tout apport de feu dans l'installation de son installation pour des travaux réalisés en interne ou par des entreprises extérieures.</p> <p>Des consignes d'exploitation et de sécurité sont entre autre affichées au niveau de panneaux d'affichage présent dans les zones de passage du personnel.</p> <p>Au droit de la ligne 2 (silo A), la zone ATEX est bien matérialisée et les consignes sont bien affichées. Sur les consignes, il est bien écrit la nécessité de rédiger un permis feu avant tout intervention amenant une source de chaleur.</p> <p>Au droit de la zone de défibrage de la ligne 2, la zone ATEX a bien été définis dans les documents de prévention mais elle n'a pas encore été matérialisé sur le site.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de matérialiser sur site l'ensemble des zones à risques définis dans l'analyse des risques sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : La société PAVAFRANCE a interdit l'apport de feu sur l'ensemble de ses installations sauf au droit des zones fumeurs matérialisées sur le site. Selon la procédure de la société, l'apport du feu nécessite la délivrance d'un permis feu comme expliqué au constat précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : La société PAVAFRANCE délivre un permis d'intervention pour chaque travaux. Au vu de la procédure mise en place ces permis sont valables 24h et nécessitent d'être redélivré le lendemain si les travaux ne sont pas finis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu (si pas de plan de prévention)

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

La société PAVAFRANCE établit un plan de prévention avec l'ensemble des entreprises extérieures. Ce plan est à une durée de validité de 1 ans.

Lors de l'intervention de l'entreprise extérieure, la société PAVAFRANCE réalise une analyse des risques et fait un rappel du plan de prévention et des consignes de sécurité aux personnels intervenants.

Le plan de prévention comporte :

- le descriptif des travaux,
- l'identification des risques liés aux travaux,
- les moyens de prévention et de protection à respecter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de compléter les plans de prévention sur l'utilisation de matériels compatibles avec les zones à risques, ainsi que les conditions d'entretien et justificatif d'entretien de ces outils.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

<p>[...]</p> <p>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le permis feu précise entre autre les travaux à réaliser par l'entreprise extérieure et le lieu du chantier.</p> <p>L'analyse de risques réalisée avant chaque travaux par la société PAVAFRANCE en présence de l'entreprise extérieure permet d'informer l'entreprise extérieure sur les risques encourus et les moyens de prévention à mettre en place pour garantir la sécurité. Cette analyse de risque est formalisée sur papier et une copie est transmise à l'entreprise extérieure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'analyse des risques réalisées avant chaque intervention, une visite préliminaire du lieu d'intervention est réalisée, ainsi qu'un rappel des risques encourus et des moyens de prévention est réalisé auprès de l'entreprise extérieure.</p> <p>Cette analyse des risques fait l'objet d'un document signé entre la société PAVAFRANCE et l'entreprise extérieure.</p> <p>La société PAVAFRANCE peut mettre à disposition d'une entreprise extérieure un extincteur et/ou un RIA si nécessité. Le personnel de la société PAVAFRANCE est formé à l'utilisation des extincteurs et RIA par le CNPP, organisme de formation.</p> <p>Pour les employés des entreprises extérieures, la société PAVAFRANCE demande aux entreprises extérieures de former leurs salariés afin que ceux-ci soient en capacité de se servir des moyens de lutte contre l'incendie présent au droit du chantier en cas de départ de feu .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Surveillance fin de travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats :

Dans le cadre des permis feu, un contrôle de sécurité est réalisé à la fin des travaux et des rondes sont réalisées 1h et 2h après la fin des travaux.

Ces rondes sont effectuées par un employé de la société PAVAFRANCE et font l'objet d'un suivi sur le permis feu.

La personne effectuant les contrôles est désignée par le donneur d'ordre et peut être une personne de la maintenance, un chef d'équipe ou une personne du service sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite